Entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec France Info le 26 mars 2021, sur les vaccins contre le coronavirus, les relations entre l'Union européenne et la chine, la situation en Libye et sur le rapatriement d'enfants de djihadistes français partis en Syrie.

2021-03-26

Q - Bonjour Jean-Yves Le Drian,

R - Bonjour,

Q - On va parler bien sûr de l'Europe et des vaccins, parler également de la tension qui monte ces derniers jours entre l'Europe et la Chine, d'abord une image si vous le permettez qui nous vient d'Allemagne. Cette semaine la chancelière Angela Merkel a annoncé qu'elle allait remettre un couvercle sur tout le pays pendant cinq jours à l'occasion des fêtes de Pâques, elle s'est finalement ravisée, face au tollé provoqué par cette décision, notamment la fermeture des lieux de cultes en prononçant ces mots :

(...)

La chancelière allemande qui demande pardon aux Allemands, pourquoi ces mots, on ne les entend jamais dans la bouche d'un responsable en France ?

R - Parce que peut-être, qu'il n'y a pas de raison, en réalité la nouvelle position de la chancelière est une position d'adaptation à une situation sociale, politique et sanitaire particulière en Allemagne. Je vous rappelle que l'Allemagne a confiné de manière beaucoup plus stricte que nous, que vu l'ampleur de la troisième vague, l'Allemagne envisageait de revenir sur le confinement, alors qu'ils étaient déconfinés et que finalement, la posture qui va être prise est une posture moyenne entre les deux.

Q - Aucune erreur n'a été commise en France, depuis un an ?

R - Cela montre très clairement qu'il faut être très pragmatique et que les leçons de dogmatisme ou les professeurs de coronavirus permanents n'ont pas automatiquement raison, et la réalité, c'est que la situation pandémique en France est différente de la situation

pandémique en Allemagne, différente de la situation pandémique au Portugal. Je prends l'exemple du Portugal parce qu'il est révélateur, à un moment donné, le Portugal était le plus mauvais élève, si on peut dire comme cela de l'Europe et maintenant cela va beaucoup mieux, donc il se déconfine. Il faut s'adapter en permanence et c'est ce que fait le Président de la République, en fonction des chiffres, en fonction de la situation, on joue la meilleure solution, la meilleure réponse à la population et au risque sanitaire.

Q - Mais sans faire le moindre mea culpa, c'est-à-dire que tout a été parfait, depuis un an, en France ?

R - Je ne suis pas sûr, mais en tout cas c'est à la fin que l'on fera le bilan. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il faut être en permanence dans l'adaptation et le pragmatisme, et non pas dans les règles qui viennent d'en haut et qui ne peuvent pas s'appliquer obligatoirement partout de la même manière. On est dans le pragmatisme, on est dans l'adaptation ; c'est ce qu'a voulu faire le Président de la République, y compris lorsque fin janvier il a refusé de prendre des mesures de reconfinement, et d'une certaine manière il a eu raison puisque l'on s'est aperçu que l'explosion annoncée n'a pas eu lieu. Maintenant, on est dans une nouvelle situation parce que la vague pandémique, la troisième vague est beaucoup plus forte que prévu, eh bien, il faut s'adapter pour la sécurité de nos concitoyens. C'est aussi ce que fait l'Allemagne et c'est aussi ce que fait l'Italie. La situation est la même un peu partout en Europe, sauf qu'il y a des mouvements plus ou moins forts de pandémie qui nécessitent des réponses adaptées.

Voilà quelle est la solution, il faut se serrer les coudes, gagner la bataille et faire en sorte de s'adapter en permanence. Ce n'est pas facile.

Q - Un mot sur l'Allemagne, justement, Jean-Yves Le Drian, l'Allemagne a pris une décision cette nuit, elle s'apprête à classer toute la France en zone à risque. Qu'est-ce que cela va changer ?

R - J'ai été informé de cela parce que, comme vous le savez, j'étais hier et une partie de cette nuit en Libye, avec mon collègue allemand. Donc, nous en avons parlé. La réalité c'est que l'explosion de la pandémie en Allemagne va plus vite que ce qu'ils ne pensaient et donc ils vont renforcer les tests sanitaires à l'entrée du territoire allemand en raison de l'extension de la pandémie en ce moment en France.

Q - Cela veut dire des contrôles aux frontières avec la France ?

R - Cela veut dire des contrôles aléatoires sanitaires plus renforcés que ceux qui existaient jusqu'à présent.

Q - Avec quarantaine obligatoire ?

R - Pas de quarantaine obligatoire, mais test obligatoire, quarantaine conseillée, test obligatoire.

Q - Et même pour les travailleurs frontaliers ?

R - Pour les travailleurs frontaliers cela va poser des problèmes, nous avons une cellule de travail en commun avec les régions concernées pour essayer d'adapter le mieux possible et de faire en sorte que ces salariés qui vont d'un côté et de l'autre de la frontière pour exercer leur activité soient le moins pénalisés possible. Mais il y aura obligation de test sanitaire.

Q - Sur la question des vaccins, Jean-Yves Le Drian, les 27 réunis hier en Sommet ont décidé d'interdire les exportations du vaccin d'AstraZeneca en dehors de l'Union européenne, tant que le laboratoire n'aura pas livré toutes les doses qu'il a promises à l'Union. Est-ce que cela s'appelle un blocus ?

R - Non, cela s'appelle une fermeté et cela s'appelle le respect des contrats. L'Union européenne a eu la volonté d'agir en commun pour l'acquisition des vaccins. C'était un choix essentiel et un choix bénéfique pour tout le monde. Imaginez ce que ce serait aujourd'hui si chaque pays allait, de son côté, négocier avec tel ou tel laboratoire et se faisait de la concurrence.

Q - Et pourtant, on n'a pas l'impression que ce soit un succès, aujourd'hui !

R - Eh bien, vous vous trompez. C'est un succès dans la mesure où : 1/ ces vaccins sont sûrs, puisque l'Union européenne a un organisme de validation extrêmement sophistiqué qui permet de dire à nos concitoyens européens, quand vous vous faites vacciner, vous êtes sûrs de ce vaccin ; 2/ ils sont partagés, les petits pays ou les moyens pays ou les grands pays ont proportionnellement à leur population le même nombre de vaccins ; 3/ il y a une production en Europe, qui commence à monter considérablement, ce qui fait qu'à la fin de cette année, même peut-être déjà à l'été, nous aurons produit en Europe près de deux milliards cinq cents millions de doses de vaccins. Et que nous serons le premier producteur de vaccins, au monde, les Européens, dans nos propres usines. Ça, c'est très important...

Q - Et 4/ si vous me permettez, Jean-Yves Le Drian, aucune dose de vaccin AstraZeneca n'est arrivée en provenance du Royaume-Uni en Europe, alors que...

R - J'y viens.

Q - Dix millions de doses ont fait le chemin inverse. Est-ce qu'on s'est fait enfumer ?

R - J'y viens, sur le sujet. C'est à la fin de l'histoire, là aussi, qu'on verra les situations...

Q - Mais pour l'instant, les doses ne sont pas là, en Europe.

R - Je voudrais vous faire observer une chose concernant le Royaume-Uni, ce qui explique d'ailleurs une partie de la tonicité de Boris Johnson sur le sujet, c'est que le Royaume-Uni s'est enorgueilli d'avoir beaucoup et bien vacciné pour la première dose, sauf qu'ils ont un problème de deuxième dose. Et on est vacciné quand on a fait les deux doses. Aujourd'hui, il y a autant de vaccinés des deux doses, c'est-à-dire de vaccinés totaux, en France qu'au Royaume-Uni.

Q - C'est cela que vous dites aujourd'hui à Boris Johnson ? C'est, si vous voulez avoir les deuxièmes doses, lâchez celles que vous fabriquez chez vous ?

R - C'est la difficulté. Donc, il faut trouver avec le Royaume-Uni une relation de coopération pour qu'AstraZeneca remplisse ses engagements signés avec l'Union européenne, et que chacun puisse s'y retrouver. Mais on ne peut pas jouer, comme cela, un peu, au chantage, dans la mesure où on a voulu vacciner à tour de bras la première dose, et l'on se trouve un peu handicapé pour la seconde. L'Europe n'a pas à faire les frais de cette politique-là.

Q - Mais là, on met la pression avec un blocage des exportations, mais est-ce qu'on est en train de discuter avec les Anglais, est-ce que vous êtes confiant sur un accord possible...

R - J'espère qu'on va arriver à un accord. Ce serait stupéfiant de se faire, entre le Royaume-Uni et l'Europe, une guerre des vaccins.

(...)

Q - COVAX, c'est une initiative internationale, qui vise à fournir aux pays les plus défavorisés des doses de vaccins pour leur population. Où en est-on ? Quels pays ont reçu combien de doses, Jean-Yves Le Drian ?

R - COVAX, c'est une initiative de solidarité très importante, qui a été initiée par la France et par l'Union européenne. Et qui permet d'avoir un contrat pour 2021 de plus de deux milliards de doses pour les pays les plus démunis, gratuitement. Et nous les distribuons dès à présent, dans plusieurs pays africains qui ont reçu leurs doses. Et nous les distribuons de manière claire, avec les autorités concernées et qui permettent la diffusion, qui permettent la vaccination. Il ne suffit pas d'avoir les vaccins, il faut en plus faire en sorte qu'ils soient opératoires. Je dis cela avec force, parce que l'immunité sera globale ou elle n'existera pas. Et le fait d'avoir ce dispositif permet de commencer à travailler sur une immunité mondiale, à laquelle nous sommes encore loin d'aboutir, puisque, parfois, on cite la Chine, on cite la Russie, qui mènent une politique d'influence par le vaccin, avant même de vacciner leur propre population. Avec les vaccins qui, normalement, doivent être des vaccins très performants. J'espère que cette politique...

Q - Vous dites cela pour Vladimir Poutine et pour le vaccin Sputnik ? Vous considérez que c'est une arme diplomatique plus que sanitaire ?

R - Mais le vaccin Sputnik, il vient de proposer d'être validé par l'Union européenne, par l'agence européenne du médicament, parce que nous ne prenons en Europe que des vaccins qui ont la crédibilité, la sécurité. Autrement, ce ne serait pas sérieux. Et nous avons dit depuis déjà un certain temps, j'ai eu l'occasion de dire même sur les plateaux que le vaccin n'avait pas de nationalité, que s'il y avait un vaccin performant, il fallait le prendre. Mais nous avons, nous en Europe, un mécanisme de vérification, qui est extrêmement sérieux, extrêmement sûr, parce qu'autrement, nos concitoyens ne l'accepteraient pas, ce vaccin. Sputnik, on l'a dit aux autorités russes, venez le tester ! Ils viennent seulement de déposer la demande de test, là, il y a quelques jours.

Q - Mais en attendant, il est distribué dans une cinquantaine de pays, Sputnik V.

R - Oui, mais je vais vous donner des exemples par rapport à cet outil de propagande. Puisque, à mon avis, la manière dont c'est géré, c'est plus un moyen de propagande et de diplomatie agressive, d'une certaine manière, qu'un moyen de solidarité et d'aide sanitaire. Par exemple, la Tunisie. La Tunisie où la Russie a annoncé avec beaucoup d'environnement médiatique qu'ils allaient donner trente mille doses aux Tunisiens. Très bien, Sputnik ! Mais dans le même temps, COVAX dont je vous parlais a déjà livré cent mille doses et va en livrer quatre cent mille d'ici le mois de mai, et il y aura en tout quatre millions de doses qui sont prévues pour cette année à la Tunisie. Cela, c'est du travail de fond, c'est du vrai travail de solidarité. C'est de la vraie coopération sanitaire.

Q - Donc, la Russie, c'est de la propagande et l'Europe, ce n'est pas de la propagande...

R - Il y a un peu de propagande, parce que, quand viendront les autres doses de Russie en Tunisie, on verra, mais pour l'instant c'est ça la réalité. J'ai le même exemple pour le Sénégal, où la Chine annonce avoir livré deux cent mille doses de Sinopharm à Dakar. Très bien. Mais dans le même temps, le dispositif COVAX va livrer dans la même année un million de doses et a déjà livré près de quatre cent mille doses au Sénégal. Ce sont deux méthodes différentes et je pense que l'on doit considérer que le vaccin est un bien public mondial, et faire en sorte que l'immunité soit globale et que ce ne soit pas une immunité compétitive. C'est cela le grand enjeu que défendent aujourd'hui les Européens, et quand l'Europe aura à la fin de cette année, sa totale autonomie productive, en matière de vaccins, et quand elle sera en situation de préparer aussi les vaccins de deuxième génération, parce que c'est aussi cela l'enjeu, il faut préparer l'avenir, sur son propre sol, nous serons la première puissance productrice de vaccins au monde, dans une logique de coopération et de partenariat sanitaire.

Q - Jean-Yves Le Drian, on va parler à présent de ce qui s'est passé ces derniers jours entre l'Europe et la Chine, et entre la France et la Chine. L'ambassadeur chinois en France s'est permis, sur les réseaux sociaux, d'intimider des parlementaires français qui souhaitaient se rendre à Taïwan. Il a également insulté sur ces mêmes réseaux sociaux un chercheur

français, le traitant, je cite, de "petite frappe", de "hyène folle", et de "troll idéologique". Vous l'avez convoqué au Quai d'Orsay, il a dans un premier temps fait savoir qu'il n'était pas disponible le jour du rendez-vous. Il est finalement venu avant-hier. Comment s'est passée la réunion ? Est-ce qu'il s'est excusé ?

R - D'abord, à l'origine de tout cela, il y a le fait que lundi dernier, les Européens, les 27 réunis...

Q - On va en parler, si vous le voulez bien, et on va même s'arrêter sur la décision prise sur les droits de l'homme en Chine. Sur la convocation de l'ambassadeur de Chine à Paris, s'est-il excusé ou non pour ses propos ?

R - Il a tenu des propos qui ne paraissent pas être des propos d'excuses. Je l'ai convoqué fermement et il a été reçu par le directeur d'Asie du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Nous lui avons fait observer que ce type d'expression, de comportement, était inadmissible. D'autant plus que des mesures avaient été prises en rétorsion, on va y venir si vous le voulez bien, contre les sanctions qui ont été prises par l'Union européenne à l'encontre d'acteurs de la répression contre les Ouïghours.

Q - Combien de temps a duré l'entretien ?

R - Je pense, une bonne demi-heure.

Q - Mais pas d'excuse à la sortie, donc ?

R - Pour l'instant, non. J'ai fait savoir au ministre des affaires étrangères chinois, lui-même, que je connais bien, que je rencontre régulièrement, mes observations. Je lui ai dit que ce type de comportement était inacceptable. D'autant plus qu'on s'adressait à des élus du peuple. D'ailleurs pour montrer les choses encore plus clairement, je recevrai M. Glucksmann tout à l'heure.

Q - Oui, Raphaël Glucksmann, député européen, fait partie des personnalités européennes qui sont sanctionnées par le régime chinois. Il était l'invité de France info. Ecoutez ce qu'il en dit.

(...)

Q - Pour la première fois, l'Europe a sanctionné cette semaine la Chine pour la persécution des musulmans ouïghours. Comment vous, vous qualifiez ce qu'il se passe là-bas ? Les stérilisations forcées, les abus sexuels dans les camps, les détentions massives, le travail forcé, pour vous, c'est quoi ?

R - C'est parfaitement inacceptable. Nous l'avons dit parce que pour reprendre ce que dit Monsieur Glucksmann, je ne pense pas que l'Europe soit un nain politique dans la mesure où

le seul fait qu'elle prenne cette position à l'égard de la Chine, à l'unanimité...

Q - Elle a mis du temps.

R - Non, elle a pris les positions qu'il convenait de prendre, au moment où il fallait les prendre, à l'unanimité. Alors que la Chine, en permanence, a essayé de désunifier l'Europe, de jouer avec l'un plutôt qu'avec l'autre, d'essayer de déstructurer ; ce qui fait la force de l'Europe, c'est son unité. C'est la première fois que l'Europe prend une position de ce type à l'égard de la Chine, depuis 1989 Tian'anmen. Donc, c'est un acte lourd et qui a été perçu comme cela à Pékin puisqu'il y a eu des mesures de rétorsion immédiates qui ont été prises par la Chine de manière inacceptable. Ce qui a valu d'ailleurs de notre part, mais aussi d'autres pays, d'autres collègues européens, de convoquer l'ambassadeur de Chine dans leur pays pour leur dire que c'était tout à fait inacceptable. Sur les Ouïghours, c'est inacceptable et nous avons demandé que la Haute-Commissaire, Mme Bachelet, des Nations unies, puisse faire une mission totalement libre au Xinjiang, pour s'assurer de la réalité de la situation et porter témoignage de ce qu'il se passe.

Q - Vous avez une réponse des Chinois ?

R - Les Chinois n'y sont pas opposés. Moi, je réponds "alors allons-y". Pour l'instant rien ne se passe. Mais je pense que la Chine a fait en plus une erreur. Alors, est-ce qu'elle est consciente ou pas ? Nous avons avec la Chine une relation de partenariat. Il y a des sujets sur lesquels nous travaillons bien avec la Chine, il faut se le dire. Sur la question climatique, par exemple, on n'arrivera pas à relever le défi climatique si nous n'avons pas le partenariat avec la Chine, et nous l'avons. Il y a d'autres sujets sur lesquels on est en concurrence. Mais sur la question des valeurs, nous sommes en opposition parce que c'est deux systèmes, il y a un affrontement de modèles, entre la Chine et nous...

Q - Est-ce que vous reprendriez le terme de génocide qui a été utilisé par l'administration Trump et par Joe Biden, lorsqu'il était candidat à la Maison blanche ?

R - Ce terme est un terme juridictionnel, il mérite d'être posé. Nous sommes prêts à envisager une réflexion sur ce terme. Mais on ne le pose pas comme cela, on le pose en terme juridictionnel. Dans les précédents d'affirmation de génocide, c'était une procédure de justice...

Q - Si génocide il y a, cela veut dire qu'un tribunal pénal international peut être compétent pour juger ?

R - On va d'abord passer les étapes les unes après les autres...

Q - On sent que vous marchez sur des oeufs avec la Chine.

R - Non, pas du tout. Je suis très clair avec les Chinois. Quand je m'exprime comme cela vis-à-vis de vous, quand je vois mon collègue chinois je lui parle comme cela : c'est inacceptable.

Q - Vous lui dites "il y a un génocide, sans doute, dans votre pays" ?

R - Je n'ai pas utilisé le mot de génocide pour l'instant.

Q - Utilisez-vous le terme de "crime contre l'humanité" ?

R - Je souhaite qu'il y ait une clarification visible sur le territoire du Xinjiang, par la Haute-Commissaire des Nations unies qui aille là-bas. C'est le test de la bonne volonté des Chinois. Le prendront-ils ? Je n'en sais rien. Mais il est à mon avis un peu difficile pour les Chinois de dire en même temps "je vais passer un accord d'investissement avec l'Union européenne", accord qui va être soumis au Parlement européen dans quelques jours, alors que parallèlement, les mêmes autorités chinoises prennent des sanctions contre des parlementaires européens. Je ne suis pas sûr que ce soit de bonne politique.

(...)

Q - Jean-Yves Le Drian, vous revenez d'un voyage en Libye, hier, avec vos homologues italien et allemand. Quelle était l'importance de ce déplacement ?

R - Ecoutez, depuis 2011, il n'y avait vraiment jamais eu de bonne nouvelle, venant de Libye. Ce pays s'enfonçait dans une forme de guerre civile, menée par des milices, et soutenues, les unes par la Russie, les autres par la Turquie, ce qui pouvait aboutir à ce que l'on ait une "syrianisation" de la Libye, tout cela aux dépens d'une population qui n'en peut mais de cette évolution dramatique depuis 2011. Et il y a une embellie, un rayon de soleil, un peu, parce que les Libyens ont fini par se mettre d'accord sur un gouvernement, celui de M. Dbeiba qui a été validé par un parlement qui est là depuis très longtemps, et qui a reconnu cette autorité. Et pour la première fois, on a pu parler, progressivement, de rétablissement de la paix, y compris, de notre propre sécurité, parce que si on est intervenu en Libye, politiquement, hier, mon collègue allemand et mon collègue italien et moi-même, c'est pour montrer le soutien de l'Europe pour ce peuple, mais aussi pour notre propre sécurité, parce que vous savez que la Libye, c'est un espace où se développent à la fois des migrations irrégulières, des processus mafieux, des trafics d'armes. Il faut mettre un terme à cette logique-là et je trouve que nous sommes dans une logique positive, avec deux échéances : les élections, à la fin de l'année, et le retrait des forces extérieures qui sont venues se mêler de ce conflit, que sont la Russie et la Turquie. Nous nous sommes mis d'accord sur ce projet.

Q - Vous avez évoqué la Syrie, il y a quelques instants, Jean-Yves Le Drian, je voudrais vous faire entendre et regarder un témoignage, à présent d'une femme française qui se trouve, là-bas. Elle était partie en 2004, avec son mari, combattant de l'Etat islamique. Elle se trouve

aujourd'hui avec des dizaines d'autres femmes françaises dans des camps, qui sont détenus par les forces kurdes. Elle a trois enfants, elle s'appelle Estelle Omar Ouamane, France Info l'a rencontrée, il y a quelques jours :

(...)

Je demande à être rapatriée et jugée en France dit cette femme, partie en 2014 en Syrie.

R - Simplement, il faut que nos compatriotes sachent d'abord que cette zone est toujours une zone de guerre. C'est-à-dire que ces personnes sont dans des camps, il y a quelques centaines de Français, il y a quelques milliers de combattants étrangers, et il y a plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens et de Syriens, dans les mêmes camps ! Donc, c'est un problème très vaste.

Q - Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Que les Françaises...

R - Et c'est toujours en guerre. La semaine dernière, il y a eu des affrontements armés. Et nous avons dit, pour nous, que dans l'état actuel des choses, notre priorité, c'est de sauver les enfants. Et nous avons sauvé les enfants.

Q - Donc, oui au rapatriement des enfants. Certaines des femmes ne veulent pas voir leurs enfants rentrer en France.

R - A condition que les femmes acceptent que les enfants reviennent en France ; mais nous avons fait plusieurs opérations qui s'assimilent presque à des opérations militaires, pour aller chercher ces enfants qui avaient été identifiés, dans les camps, avec les autorisations des autorités kurdes, qui pour l'instant tiennent la responsabilité de ces camps. Mais autour des autorités kurdes, vous avez des forces turques, vous avez des forces russes, vous avez des forces syriennes, bref, vous avez tout le monde dans un espace extrêmement restreint.

Q - Comment on procède, on identifie les enfants, les Français qui sont orphelins ?

R - Je ne vous dirai pas la méthode, parce que si on veut refaire d'autres opérations, il faut garder la discrétion.

Q - Mais qui va-t-on chercher, c'est cela, la question ?

R - Ceux qui sont déclarés orphelins, et ceux qui sont déclarés pouvant partir en France avec l'autorisation de leur mère.

Q - Jusqu'à quel âge ?

R - C'est jusqu'à dix ans.

Q - Pas au-delà ? Au-delà de dix ans, on considère quoi, qu'ils ont peut-être été embrigadés ?

R - De toute façon, il faudra poser la question de la manière de juger l'ensemble de ces personnes, et ce n'est pas uniquement les Français. C'est une opération qui a été menée en coopération avec d'autres pays. Cette question se pose en Belgique, cette question se pose aux Pays-Bas, elle se pose en Allemagne. Nous avons la même position. Il faut que les acteurs de ces crimes soient jugés sur place, dans un processus qui ne pourra prendre naissance que lorsque la situation militaire sera clarifiée, ce qui n'est pas le cas.

Q - Donc, Estelle ne pourra pas revenir en France ?

R - Estelle attendra encore, malheureusement pour elle.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 29 mars 2021

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/279221-entretien-jean-yves-le-drian-26032021-politique-etrangere